

Numéro 16 - 28 avril 2018

Supplément

**Cuba**

## **Le Parti communiste appuiera et soutiendra résolument le nouveau président**

*- Discours de Raúl Castro Ruz -*



**Raúl réaffirme le rôle dirigeant du Parti et de sa direction dans le développement du pays.**

*LML* reproduit le discours prononcé par le général d'armée Raúl Castro Ruz, premier secrétaire du Comité central du Parti communiste de Cuba à la clôture de la session constitutive de la 9<sup>e</sup> législature de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire, au Centre international de conférences de La Havane, le 19 avril 2018. Voir aussi [LML no 15, 21 avril 2018](#) pour un rapport de la session législative.

\* \* \*

Camarades,

Avant toute chose, je tiens à vous remercier de m'avoir confié la tâche de prononcer le discours de conclusion de cette émouvante session constitutive de la 9<sup>e</sup> Législature de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire, qui a lieu précisément aujourd'hui, à l'occasion du 57<sup>e</sup>

anniversaire de la victoire remportée à Playa Giron, sous la conduite du commandant en chef Fidel Castro Ruz, sur l'invasion mercenaire organisée, financée et débarquée par le gouvernement des États-Unis.



Cet événement historique est d'autant plus important que c'était la première fois que les combattants de l'Armée rebelle, les policiers et les miliciens combattaient pour défendre les drapeaux du socialisme, proclamé par Fidel le 16 avril 1961 à l'issue des obsèques des victimes des bombardements des bases aériennes.

Comme chacun sait, lors de la dernière session ordinaire de la 8e Législature, l'Assemblée nationale a adopté la prorogation du mandat des députés du Parlement cubain et des délégués des assemblées provinciales, en raison des graves dommages occasionnés par l'ouragan Irma, dont l'impact direct sur la quasi-totalité du territoire national a déterminé la nécessité de réajuster le calendrier du processus électoral, que nous concluons aujourd'hui et qui a bénéficié d'une participation citoyenne massive, dans une

nouvelle démonstration de soutien à la Révolution et à notre démocratie socialiste.

Il convient de reconnaître le travail accompli par les commissions électorales et de candidature à tous les niveaux, ainsi que par l'ensemble des institutions qui ont contribué au bon déroulement des élections.

Le 6e Congrès du Parti, qui s'est déroulé en avril 2011, a adopté une proposition visant à limiter la durée des fonctions des principaux responsables politiques et de l'État à un maximum de deux mandats consécutifs de cinq ans. Le 7e Congrès s'est prononcé dans le même sens il y a deux ans, et bien que cette limitation n'ait pas encore été introduite dans la Constitution, une question qui, nous l'espérons, sera établie dans le cadre de sa réforme, depuis que j'ai assumé mon deuxième mandat de président du Conseil d'État et du Conseil des ministres le 24 février 2013, j'ai annoncé que ce serait le dernier, ce que j'ai ratifié en décembre dernier lorsque, à cette même tribune, j'ai déclaré qu'à partir d'aujourd'hui, Cuba aurait un nouveau président.

Il n'était pas nécessaire d'attendre une réforme constitutionnelle pour tenir parole et agir en conséquence, le plus important étant de donner l'exemple.

L'Assemblée nationale du Pouvoir populaire a élu le camarade Miguel Díaz-Canel Bermúdez à la présidence du Conseil d'État et du Conseil des ministres. Dans le même temps, le camarade Salvador Valdés Mesa a également été élu premier vice-président du Conseil d'État, et l'Assemblée nationale a ensuite approuvé sa nomination au poste de premier vice-président du Conseil des ministres.

Le camarade Díaz-Canel présente un parcours professionnel de près de 35 ans. Après avoir obtenu un diplôme en ingénierie électronique à l'Université centrale de Las Villas, il a exercé dans cette profession. Il a effectué son service militaire dans les unités de fusées antiaériennes des Forces armées révolutionnaires (FAR), avant d'exercer les fonctions de professeur à la Faculté de génie électrique de cette même université, où il a été proposé comme cadre professionnel de l'Union des jeunes communistes, passant progressivement à des postes de direction de cette organisation, jusqu'à sa promotion au travail professionnel au sein du Parti.



**Raúl rappelle la carrière politique de Diaz-Canel, le nouveau président du Conseil de l'État et des ministres (troisième à partir de la droite)**

En juillet 1994, au cours de la troisième ou quatrième année de la Période spéciale, lorsque la phase la plus aiguë de la Période spéciale était à son apogée, il a été élu premier secrétaire du Comité provincial de Villa Clara pendant neuf ans, puis il a assumé cette même responsabilité dans la province d'Holguín pendant six autres années, dans les deux cas avec des résultats satisfaisants.

Et ce ne fut pas un hasard, après les neuf années passées à Villa Clara, un temps assez long, parce qu'il y était né et qu'il connaissait son ancienne province, y compris, en l'occurrence, Cienfuegos et Sancti Spiritus. Il faut dire que nous avions prévu de l'envoyer à Holguín, l'une des provinces à forte population et superficie, dans le cadre de sa préparation, comme nous avons essayé de le faire avec près d'une douzaine de jeunes, dont la plupart sont arrivés au Bureau politique, mais dont nous n'avons pas réussi à matérialiser la préparation, et ce fut le seul survivant -- je dirais en exagérant un peu -- de ce groupe (*applaudissements*), dont je ne critique pas les insuffisances, mais en parlant avec le camarade Machado, je lui disais que c'est à nous de nous critiquer pour ne pas avoir mieux organisé la préparation et la maturation de ces autres camarades afin qu'ils puissent occuper de hautes responsabilités au sein du Parti et du gouvernement.

Si en 15 ans il n'a travaillé que dans deux provinces comme principal dirigeant du Parti, sans compter les années où il avait dirigé la jeunesse, dans sa propre province, j'ai aussi fait remarquer au camarade Machado qu'en 15 ans il aurait pu passer, à raison d'environ trois ans, par cinq provinces du pays, au moins, afin de les connaître plus profondément. Je ne critique pas Machado, je le critique déjà trop (*applaudissements*). Et à présent que je suis son supérieur direct, gare à lui ! (*Rires*). Mais je veux dire par là que nous devons accorder encore plus d'attention à la préparation des cadres, de sorte que lorsqu'ils occuperont d'autres postes plus élevés, ils auront acquis une plus grande maîtrise. Mais son élection aujourd'hui n'est pas le fruit du hasard, elle a été prévue, au sein d'un groupe, et le meilleur, selon notre modeste opinion et celle du Parti, a été le camarade Diaz-Canel (*applaudissements*), et nous n'avons aucun doute qu'au vu de ses qualités, de son expérience et de son dévouement au travail qu'il a accompli, il aura un succès absolu dans la mission qui lui a été confiée par notre organe suprême du pouvoir de l'État (*applaudissements*).

Il est membre du Comité central du Parti depuis 1991 et il a été promu au Bureau politique il y a 15 ans. Il s'est acquitté d'une mission internationaliste en République du Nicaragua et il est diplômé du Collège de la Défense nationale.

En 2009, il a été nommé ministre de l'Enseignement supérieur et, en 2012, vice-président du Conseil des ministres responsable de l'éducation, de la science, du sport et de la culture.

Il y a cinq ans, il a été élu premier vice-président du Conseil d'État et du Conseil des ministres - et depuis lors, un groupe de camarades du Bureau politique, nous étions absolument certains d'avoir touché dans le mille, et que c'était la solution, qui se concrétise aujourd'hui à cette réunion très importante -, ces dernières responsabilités, que j'ai mentionnées et, surtout, celle de premier vice-président du Conseil d'État et du Conseil des ministres, qu'il a alterné avec la prise en charge de la sphère idéologique du Comité central du Parti.

Ce n'est pas non plus une coïncidence, une question aussi importante que celle-ci devait forcément passer entre les mains de celui qui est aujourd'hui président du Conseil d'État et du Conseil des ministres, et lorsque je ne serai plus là - ce à quoi je ferai référence plus tard, le fait que je reste au poste de premier secrétaire jusqu'en 2021 - il pourra assumer ce statut de président du Conseil d'État et du Conseil des ministres et de premier secrétaire du Parti communiste (*applaudissements*). Et c'est ainsi que cela a été planifié, et est consigné dans la prochaine proposition de l'Assemblée, qui sera également examinée avec le Conseil des ministres, lors de la session de juillet, où sera également proposée la Commission des députés, qui sera chargée de rédiger et de présenter à cette assemblée le projet de nouvelle constitution, qui devra ensuite être discuté avec la population et soumis à un référendum.

Je signale que dans la prochaine Constitution, dans laquelle il n'y a pas de changement de notre objectif stratégique, dans le travail du Parti, cet aspect sera maintenu et notre peuple l'appuiera sans aucun doute, comme il l'a fait il y a des dizaines d'années, en 1976, avec un énorme nombre de voix, 98 %. Et à cette occasion, ces deux fonctions comme je l'ai dit, qui sont fondamentales, pourront à nouveau être cumulées. Le premier secrétaire du Parti et le président du Conseil d'État et du Conseil des ministres puisse concentrer entre ses mains tout le pouvoir et l'influence pour exercer, même s'il existe, c'est possible, un premier ministre en charge du gouvernement. Ceci dit je démontre que nous avons beaucoup discuté de la formulation qui sera présentée par l'intermédiaire de cette commission dont je vous ai parlé et qui vous sera proposée au mois de juillet.

Il doit accomplir ses deux mandats, ce que nous allons établir dans la Constitution, chacun d'une durée de cinq ans. Le Congrès du Parti maintiendra ses dates. J'ai été élu au 7e Congrès du Parti jusqu'en 2021. J'ai 87 ans, je les aurai le 3 juin - je ne dis pas cela pour recevoir un cadeau, je sais qu'il est difficile de trouver un cadeau ici, aussi modeste soit-il (*applaudissements*).

Trouver un cadeau ici, aussi modeste soit-il, est plus difficile que de trouver du pétrole (*rires*), autrement dit, ne m'envoyez rien.

Lorsqu'il aura accompli ses deux mandats, s'il travaille bien, et si ceci est approuvé par le Comité central de notre Parti et par l'organe suprême du pouvoir de l'État, qui est cette assemblée dont nous faisons partie, il doit être maintenu. Tout comme nous le faisons aujourd'hui, il doit faire la même chose avec son remplaçant. Au terme de ses 10 années en tant que président du Conseil d'État et du Conseil des ministres, les trois années qu'il lui reste, jusqu'au Congrès, il reste au poste de premier secrétaire pour faciliter une transition sûre sans avoir à préparer le terrain à son successeur, jusqu'à ce qu'il prenne sa retraite pour s'occuper de ses petits-enfants - il en a peut-être déjà...-, es-tu déjà grand-père ? Bon, eh bien, des arrière-petits-enfants, comme moi, qui en ai trois, et il y en a un quatrième en route (*rires*).

C'est la façon dont nous voyons les choses.

Bien entendu, il appartiendra aux organes supérieurs du Parti et de l'État de décider, ils prendront la décision finale pour ces questions dont je vous ai parlé.

Nous vivons dans un lieu et à une époque où nous ne pouvons pas commettre d'erreurs. Je suis de ceux qui lisent et étudient, quand le temps me le permet, tout ce qui me tombe entre les mains sur des événements historiques très funestes qui se sont produits dans l'histoire récente, au niveau international, dans certains pays, et nous ne pouvons pas commettre d'erreurs, non seulement en raison de la situation géographique où nous sommes, ni pour aucune autre raison. Il y a des erreurs que nous ne pouvons pas commettre, comme celles qui ont ruiné des processus extrêmement importants pour l'humanité et dont les conséquences ont été payées par de nombreux pays. Les conséquences du déséquilibre international qui s'est créé, qui ont été payé par de nombreux pays, y compris le nôtre, et que nous continuons à payer. Vous me comprenez bien ? (*On lui répond : « Oui ! »*).

Le camarade Díaz-Canel n'est pas un candidat improvisé ; au fil des années, il a fait preuve de maturité, de capacité de travail, de solidité idéologique, de sensibilité politique, d'engagement et de loyauté envers la Révolution.

Son accession à la plus haute responsabilité de l'État et du gouvernement de la nation n'est ni le fruit du hasard ni de la précipitation. Dans sa promotion progressive à des postes supérieurs, contrairement à d'autres cas de jeunes dirigeants, comme je l'ai signalé auparavant, nous n'avons pas commis l'erreur d'accélérer le processus, mais nous avons plutôt assuré de manière intentionnelle et en le prévoyant son passage à travers différentes responsabilités du Parti et du gouvernement, de sorte qu'il acquière un niveau de préparation intégrale qui, ajouté à ses qualités personnelles, lui permettront d'assumer avec succès la direction de notre État et de notre gouvernement et, par la suite, la plus haute responsabilité au sein du Parti.

Pour sa part, le camarade Valdés Mesa accumule un long parcours au service de la Révolution, dont le triomphe l'a surpris alors qu'il était ouvrier agricole dans une ferme située dans la région d'Amancio Rodriguez, appartenant à l'époque à la province de Camagüey. En 1961, il a rejoint les Milices nationales révolutionnaires, participé à la campagne d'alphabétisation et il a été membre de l'Association des jeunes rebelles, dont il est devenu le secrétaire général dans la région. À la création de l'Union des jeunes communistes, il a été élu secrétaire général et a assisté au 1er Congrès de cette organisation en tant que délégué.

Plus tard, il a participé à la construction du Parti uni de la Révolution socialiste de Cuba dans plusieurs régions de Camagüey, occupant des postes de direction au niveau municipal et au Comité provincial du Parti, d'où il est passé en tant que cadre professionnel au travail syndical, en gravissant progressivement les échelons, jusqu'à exercer, entre autres, les responsabilités de deuxième secrétaire de la Centrale des travailleurs de Cuba (CTC) et de secrétaire général du Syndicat national des travailleurs agricoles et forestiers.

En 1995, il a été nommé ministre du Travail et de la Sécurité sociale, jusqu'à ce qu'il soit promu quatre ans plus tard premier secrétaire du Comité provincial du Parti à Camagüey.

Lors du 19e Congrès de la CTC, tenu en 2006, il a été élu secrétaire général, fonction qu'il a exercée jusqu'en 2013, année où il a été élu vice-président du Conseil d'État.

Sans cesser de travailler, il a obtenu son diplôme d'ingénieur agronome en 1983 à l'Institut supérieur des Sciences agricoles de Ciego de Avila.

Il est membre du Comité central du Parti depuis 1991 et de son Bureau politique depuis 10 ans.



**Le général des armées a aussi souligné le travail du premier vice-président Salvador Valdés Mesa (à l'avant, au centre) en tant que dirigeant syndical.**

Sans cesser de travailler, il a obtenu son diplôme d'ingénieur agronome en 1983 à l'Institut supérieur des Sciences agricoles de Ciego de Avila.

Il est membre du Comité central du Parti depuis 1991 et de son Bureau politique depuis 10 ans.

De même, je pense qu'il est juste de mettre en évidence l'attitude désintéressée du camarade José Ramon Machado Ventura qui, de sa propre initiative - et je le répète parce qu'il avait déjà agi de la sorte, précisément pour que Diaz-Canel puisse occuper le poste qu'il occupait en tant que premier vice-président du Conseil d'État - a offert son poste de vice-président du Conseil d'État et du Conseil des ministres pour céder la place à la nouvelle génération.

Machado, auquel je suis lié par plus de 60 ans de lutte révolutionnaire depuis la Sierra Maestra et le 2e Front oriental Frank País, dont il fut l'un des fondateurs, est un exemple de modestie, d'honnêteté et de dévouement sans bornes au travail, bien qu'il soit un peu grincheux, comme beaucoup d'entre vous le savent. Dorénavant, il concentrera ses efforts sur le travail du Parti en tant que deuxième secrétaire du Comité central.

Une mention à part pour Mercedes Lopez Acea, membre du Bureau politique, qui a été libérée de son poste de vice-présidente du Conseil d'État hier après-midi. Après un peu plus de huit ans d'un travail louable et extrêmement difficile en tant que première secrétaire du Parti dans cette capitale compliquée, une tâche d'autant plus complexe qu'il s'agit précisément de la capitale du pays, elle assumera bientôt de nouvelles responsabilités au sein du Comité central du Parti (*applaudissements*).

La composition du Conseil d'État élu aujourd'hui par l'Assemblée nationale reflète un taux de renouvellement de 42 %. La représentation des femmes augmente également à 48,4 %. On fait des progrès, Teresa, n'est-ce pas ? Mais nous devons maintenant continuer, comme vous le dites vous-mêmes, vers des postes de décisions, et pas seulement en termes de nombre (*applaudissements*).



**Raúl a parlé de l'exemple révolutionnaire de Ventura, deuxième secrétaire du Comité central du Parti.**

Bon, le nombre de femmes augmente à 48,4 %, et celui des Noirs et des métis atteint 45,2 %. Et nous ne devons pas reculer d'un pouce sur l'une ou l'autre question, car il a fallu de nombreuses années depuis le triomphe de la Révolution, à commencer par Fidel, qui a introduit ces idées d'égalité des femmes, et ce, contre la volonté de nombreux vieux guérilleros de la Sierra Maestra - il n'y avait pas abondance d'armes, c'était même tout le contraire - constitua un peloton baptisé Mariana Grajales (*applaudissements*), et il y a même une députée dans cette salle, Teté Puebla Viltres, qui fut l'un des officiers de ce peloton.

Tout cela a exigé beaucoup de travail, cela n'a pas été facile, et il nous reste encore la bataille de la proportionnalité, non seulement en termes de chiffres, comme je l'ai dit, mais aussi en termes de qualité, dans les lieux de prises de décision. Désormais les femmes et les Noirs, surtout, se sont préparés dans le pays, ceci en est une preuve, regardons le dossier de chacun d'entre eux ; mais cela n'a pas été chose facile, c'est pourquoi j'insiste : pas un pas en arrière ! Et maintenant il nous en manque aux postes de décision, non pas parce qu'ils sont ceci ou cela, mais pour leur qualité, pour leur préparation. J'ai moi-même commis des erreurs dans certaines désignations dans le souci d'atteindre cet objectif, sans que la personne désignée ne réunisse toutes les conditions, et bien entendu, j'ai dû rectifier par la suite. Mais j'attire votre attention parce qu'il s'agit d'une question que nous ne pouvons pas laisser à la libre spontanéité. Qu'en pensent les journalistes ? N'est-ce pas vrai ? (*Applaudissements*)

L'âge moyen du Conseil d'État a reculé à 54 ans et 77,4 % de ses membres sont nés après le triomphe de la Révolution. Les années ont passé et nous ne nous en rendons pas compte, mais elles ont passé.

Trois femmes ont été élues vice-présidentes du Conseil d'État, dont deux Noires, non seulement parce qu'elles sont noires, mais en raison de leurs vertus et de leurs qualités, ce qui démontre une fois de plus le respect des accords émanant des congrès du Parti et de sa 1<sup>re</sup> Conférence nationale en 2012 relative aux cadres.

Ceci est également attesté par le fait que plus de la moitié des députés à l'Assemblée nationale, 53,22 %, sont des femmes et que la représentation des Noirs et des métis a atteint 40,49 %, et cela doit continuer.

Vous pouvez voir qu'il y a déjà quelques camarades noirs, encore très peu nombreux, comme présentateurs, tant à la télévision qu'à la radio, ne voyez-vous pas que certains commencent déjà à apparaître ? Cela n'a pas été facile, j'ai moi-même donné des instructions concrètes aux responsables de ces organismes de radio et de télévision, et j'ai dit : « Faites-le sans nuire à personne, mais tâchez de régler progressivement le problème ». Ils ont fait quelques petits pas, mais pas assez à mon goût. Ils doivent continuer sur cette voie, pas si lentement, mais continuer à avancer prudemment pour que personne ne puisse prétendre qu'il s'est senti lésé parce qu'on a placé un métis ou un Noir à tel ou tel poste. Heureusement que l'on voit désormais un grand Noir présenter le bulletin hydrologique, qui se tient les mains ainsi. Je ne sais pas pourquoi ils ne lui donnent pas un pointeur pour marquer ici et là (*applaudissements*), parce qu'il ne sait pas quoi faire de ses mains et il les tient comme ceci (il mime le présentateur). Il y a une carte qui montre la situation et il pourrait s'aider d'un pointeur. Et aussi une commentatrice sportive. Heureusement qu'on peut la voir de temps en temps au journal télévisé, et personne n'a été remplacé. Autrement dit, je vous montre avec cela qu'il faut penser les choses, pas simplement les dire et s'en remettre à la grâce de Dieu, s'ils l'ont fait, tant mieux, sinon, tant pis. Il faut insister, en cherchant de nouvelles méthodes, en évitant de commettre des erreurs pour qu'on ne vienne pas nous critiquer dans des objectifs aussi nobles, et il faut penser une fois et repenser à une autre solution lorsque nous ne parvenons pas à résoudre les problèmes. C'est vrai ou pas ? (On lui répond : « Oui ! »). C'est pourquoi je m'étends et je m'écarte de mon texte, soigneusement préparé pour une occasion aussi importante que celle-ci, pour vous rapporter ces expériences, qui sont très utiles, et que j'observe et analyse depuis des années.

Et ce détail dont je vous ai parlé au sujet des femmes et de la question raciale, c'est qu'il y a longtemps que nous... Il n'est pas honteux de replonger dans les souvenirs, comme je l'ai parfois souligné dans des discussions privées, je veux dire dans des réunions non officielles. Je suis né à la campagne, à Biran, qui appartient maintenant à Cueto, bien que je sois de Mayari, et que maintenant je suis de Cueto, dans la province d'Holguin, mais j'ai été élevé à Santiago, une ville à laquelle me lient beaucoup de souvenirs, bien entendu. Et je me souviens, lorsque j'étais étudiant -- et avant le triomphe de la Révolution, au cas où nous l'ayons oublié - trois endroits seulement : La Havane - je ne parle pas de l'ancienne province de La Havane, rappelez-vous la taille qu'elle avait avant la division politico-administrative actuelle, je parle de la ville de La Havane -, Santiago de Cuba et Guantanamo - je parle de la ville - où il n'y avait pas de télévision avant, où la radio existait déjà, aussi loin que je m'en souviens, mais pas la télévision, et dans les petits villages, dans les différents hameaux, parfois dans la principale ville des communes, il y avait toujours le petit parc central, appelons-le ainsi, c'était la première chose que les planificateurs espagnols concevaient. Les personnes les plus âgées réunies ici ne se souviennent-elles pas des dimanches, dans certains de ces endroits, lorsque la fanfare municipale, là où il en existait, animait la soirée ? Et on voyait alors les couples d'amoureux, ou en passe de l'être, ou des amis de Blancs se promenant dans le parc, alors que les Noirs et les métis déambulaient de l'autre côté de la clôture. C'était comme ça ou pas ? Je sais qu'il y a beaucoup de jeunes ici. Saviez-vous cela ? Cela a duré jusqu'au premier discours de Fidel, en janvier ou février 1959, si je ne me trompe.

Mais les racines étaient encore ancrées, un pays qui doit être honoré par la composition ethnique de son peuple, né dans la lutte, dans la chaleur, dans le creuset de nos guerres d'indépendance, où

dans celle de 1868, dont nous commémorerons les 150 ans en octobre, vous savez qui étaient les principaux dirigeants, c'étaient des propriétaires terriens, y compris des esclavagistes, qui commencèrent par donner la liberté à leurs esclaves, et lorsque cette guerre, avec l'accord du fameux Pacte du Zanjón, qui fut rejeté, heureusement, par Antonio Maceo et ses officiers lors de la Protestation de Baragua, la glorieuse Protestation de Baragua, lorsqu'on en arriva à ce pacte, déjà, une grande majorité des chefs étaient noirs, et au début de la guerre nécessaire de Martí, en 1895, ce sont eux qui l'ont dirigée essentiellement.



**Raúl Castro parle lors du rassemblement de clôture du 7e Congrès du Parti communiste de Cuba, le 19 avril 2016.**

Vint ensuite ce que nous savons à travers l'histoire, la participation étasunienne dans les derniers jours de la guerre, alors que l'Espagne était déjà totalement vaincue, avec des dizaines de milliers de soldats espagnols, y compris hospitalisés, des dizaines de milliers ! Certains d'entre eux à la suite de blessures de guerre, la plupart souffrant de maladies tropicales, auxquelles les soldats espagnols, y compris mon père, n'étaient pas très habitués, si bien qu'il a été évacué - il a passé la guerre à la « Trocha » (ligne militaire fortifiée) de Jucaro à Moron - un endroit où il est entré dès la fin de la guerre, c'est-à-dire, par Cienfuegos, et il est revenu l'année suivante. Je suis content qu'il soit venu, qu'il soit revenu, car s'il ne vient pas, c'est un autre qui le fait, parce qu'il est tombé amoureux de Cuba. Et comme je l'ai confié un jour à un politicien espagnol, en ajoutant ceci, que cela me réjouissait, parce qu'autrement j'aurais peut-être été un petit Galicien ou un vieux Galicien et membre de tel parti. Mais lorsque les Américains débarquèrent à l'est de Santiago de Cuba, sans rencontrer d'obstacle, la ville étant protégée par l'Armée de libération, la flotte nord-américaine plus moderne, comme dans un tir sur cible, coula la flotte espagnole, qui avait été concentrée à Santiago de Cuba, dans la baie. Les Espagnols démontèrent l'artillerie pour défendre la ville, mais l'ordre vint de Madrid de remonter l'artillerie et d'engager le combat contre la flotte étasunienne, sans savoir ce qu'on leur ordonnait de faire depuis Madrid : faire face à une flotte plus moderne et sortir l'un derrière l'autre, en raison des caractéristiques de la baie de Santiago, qui est une baie en forme de sac, comme la plupart des baies cubaines, à l'exception de celles de Playa Giron et Matanzas, au nord. Et l'amiral Cervera, le chef de la flotte espagnole de l'Atlantique, ordonna à tous ses officiers de se mettre en grande tenue, et certains d'entre eux lui signalèrent : « Mais, mon Amiral, nous allons nous battre ! » Et l'amiral de répondre : « C'est précisément pour cette raison, car ce sera la dernière bataille. » Et il en fut ainsi, un tir sur cible, l'un après l'autre...

Deux combats terrestres d'une certaine importance eurent lieu : l'un à El Viso, où le général espagnol du nom de Vara del Rey, chargé de défendre cette localité, mourut au combat, et l'autre lors de la prise de la Colline de San Juan, que la ville a pratiquement engloutie. Et c'est ici qu'eut lieu ce que j'appelle le péché originel : les troupes victorieuses des deux armées s'apprêtent à entrer dans Santiago de Cuba, mais le général étasunien qui dirigeait ses troupes interdit aux Cubains de prendre part à la marche sur la ville. C'est Calixto Garcia qui était là-bas, ou non loin de là.

On le leur interdit sous prétexte d'éviter des représailles, alors qu'en réalité, l'Armée de libération, ce qui l'intéressait lorsqu'elle capturait des prisonniers, c'était le fusil, et certains d'entre eux se joignaient même à nos troupes libératrices.

Et une faute encore plus grave, que l'on peut qualifier de péché originel pour ce qui allait advenir plus tard, c'est que lorsqu'ils arrivèrent au siège du gouvernement à l'intérieur de la ville, ils amenèrent le drapeau espagnol et le remplacèrent par le drapeau américain, sans hisser le drapeau cubain. C'était un présage de ce qui allait se passer dans ce pays jusqu'à l'arrivée de Fidel.

Les discussions eurent lieu à Paris, au Château de Versailles, à la périphérie de cette capitale française, bien sûr, entre Espagnols et Américains, « les Cubains n'ont rien à discuter ici ».

C'est alors que l'on parvint à cette égalité, dans ce beau creuset qu'était notre Armée de libération à ce moment-là.

Désormais à l'époque de la discrimination, si vous vous rendiez dans une sucrerie, ou même dans un modeste moulin, vous tombiez sur le club des fonctionnaires américains et des cols blancs cubains, on peut dire, qui travaillaient dans un bureau ou avaient une certaine responsabilité. C'étaient eux qui allaient à ce club et les autres, aux baraquements !

Leur influence, l'amendement Platt, dura dans ce pays jusqu'à la Révolution de 1933, mais d'autres accords qui furent conclus nous remirent sous le joug jusqu'au 1er janvier 1959. Ce si beau creuset de notre nationalité, c'est à présent que nous réussissons à le reconstruire, ce ne fut pas dans les premiers moments, comprenez-vous ce que je veux dire et de quoi je parle ? (On lui répond que oui.) C'était comme ça ou pas ? Je demande aux plus âgés. Je vais devoir me tourner par là, du côté où se trouvent encore certains vieux (*rires*). Guillermo Garcia, il n'y avait rien de tel à El Platano, la pauvreté les avait rendus tous égaux.

Pardonnez-moi de m'être éloigné du texte, mais, sans vouloir me vanter, je pense que je l'enrichis (*applaudissements*), la presse peut publier tout ce qu'elle voudra, le texte écrit, mais vous pouvez parler de ce dont je parle ici parce que, bien entendu, je suis à l'antenne.

Ceci dit, je me suis arrêté sur ce point, car lors de la rédaction de ce texte, naturellement nous n'y avons pas pensé, j'y ai pensé plus tard en réfléchissant, lorsque j'ai vu les résultats et la composition de cette nouvelle assemblée.

Revenant à notre sujet, je soulignerai aussi que les membres, dont deux femmes, de la présidence de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire, dirigée par notre cher camarade Esteban Lazo Hernandez, ont été ratifiés.

De même, sur proposition du président Diaz-Canel, le Parlement cubain a approuvé, conformément aux dispositions de l'article 75 de la Constitution, le report de la présentation du Conseil des ministres, dans le but de disposer d'un temps raisonnable pour évaluer les mouvements des cadres à effectuer, et c'est une décision très sage, afin de ne pas procéder à la hâte et de pouvoir parler avec les ministres, individuellement, afin qu'ils puissent préparer les arguments et ensuite prendre la décision appropriée, avant de la soumettre à l'Assemblée de

juillet, comme nous l'avons dit.

En ce qui me concerne, je continuerai à exercer les fonctions de premier secrétaire du Comité central du Parti pour mon deuxième et dernier mandat, qui expire en 2021, lors de la tenue de son 8e Congrès et à la fin du processus de transfert progressif et ordonné des principales responsabilités aux nouvelles générations. Dès lors, si ma santé me le permet, je serai un soldat de plus, aux côtés du peuple, à défendre cette Révolution (*applaudissements*).

Pour éviter le moindre doute, je tiens à souligner que le Parti communiste de Cuba, à commencer par le premier secrétaire de son Comité central, appuiera et soutiendra résolument le nouveau président du Conseil d'État et du Conseil des ministres dans l'exercice de ses pouvoirs constitutionnels, contribuant ainsi à sauvegarder notre arme la plus précieuse : l'unité de tous les révolutionnaires et du peuple.

Il ne peut en être autrement. Ceux d'entre nous qui ont eu le privilège de lutter contre la tyrannie sous le commandement de Fidel depuis la Moncada, le Granma, l'Armée rebelle, la lutte clandestine et jusqu'à nos jours, aux côtés du peuple héroïque de Cuba, nous ressentons une profonde satisfaction pour l'oeuvre consolidée de la Révolution, l'oeuvre la plus belle que nous ayons réalisée. Nous sommes comblés d'un bonheur légitime et d'une confiance sereine de voir de nos propres yeux le transfert aux nouvelles générations de la mission de poursuivre la construction du socialisme et de garantir ainsi l'indépendance et la souveraineté nationale.

Déjà le 4 avril 1962, à la clôture du 1er Congrès de l'Association des jeunes rebelles, le camarade Fidel signalait : « Croire dans les jeunes, c'est voir en eux, au-delà de l'enthousiasme, la capacité ; au-delà de l'énergie, le sens des responsabilités ; au-delà de la jeunesse, la pureté, l'héroïsme, le caractère, la volonté, l'amour de la patrie. La foi dans la patrie ! L'amour de la Révolution, la foi dans la Révolution, la confiance en soi ! La conviction profonde que la jeunesse peut, que la jeunesse est capable. La conviction profonde que, sur les épaules de la jeunesse, on peut déposer de grandes tâches. »

Voyez quelle conception large de la jeunesse et de sa capacité d'agir.

Il en a été ainsi, et il en sera ainsi, et ce n'est pas pour le plaisir que l'un des pires ennemis de la Révolution est d'infiltrer, confondre, diviser et éloigner notre jeunesse combative des idéaux, de l'Histoire, de la culture et de l'oeuvre révolutionnaire, de semer l'individualisme, la cupidité, la marchandisation des sentiments et d'inciter les nouvelles générations au pessimisme, au renoncement à l'éthique et aux valeurs humanistes, à la solidarité et au sens du devoir.

Ces plans sont voués à l'échec, parce que tout au long de l'Histoire, dans le présent comme dans l'avenir, la jeunesse cubaine a été protagoniste dans la défense de sa Révolution socialiste. La preuve en est que 87,8 % des députés de cette assemblée sont nés après le 1er janvier 1959.

Les jeunes Cubains ont montré à quel point Fidel avait raison lorsqu'il leur a parlé en 1962. Aujourd'hui, nous ratifions cette confiance, persuadés qu'ils seront les gardiens zélés des préceptes contenus dans la brillante définition du Commandant en chef du Concept de Révolution.

Il incombe au Parti, à l'État et au gouvernement de mettre en oeuvre et de faire appliquer la politique de promotion, en toute intentionnalité et progressivement, des jeunes, des femmes, des Noirs et des métis aux postes de décision, afin de garantir, suffisamment à l'avance, la création d'une réserve de dirigeants de la nation pour l'avenir, sans répéter les erreurs coûteuses que nous avons commises dans ce domaine stratégique.

Lors du 5e Plénum du Comité central, tenu les 23 et 24 mars derniers, nous avons analysé l'état

d'avancement de la mise à jour du Modèle économique et social cubain, processus qui a débuté en 2011, conformément aux accords du 6e Congrès du Parti. Auparavant, le Bureau politique s'était déjà penché sur cette question à deux reprises.

Malgré ce qui a été réalisé, ce qui est loin d'être négligeable, nous pensions qu'à ce stade - lorsque nous avons approuvé ou adopté les premières décisions au 6e Congrès du Parti et lors de réunions ultérieures de ce genre -, que nous aurions accompli plus de progrès et que même si tous les problèmes n'étaient pas résolus, pour le moins tout aurait été bien organisé, bien planifié et en cours d'exécution à différents stades.

Nous aurions déjà la nouvelle Constitution, qui a été retardée, pour les mêmes raisons, parce que ces principaux problèmes n'ont pas été résolus ; mais, certes, il n'a pas été possible d'assurer la participation des organismes, organisations et entités pour que, depuis la base, ils puissent guider, former et contrôler la bonne mise en oeuvre des politiques adoptées.

En voyant les premières difficultés auxquelles nous étions confrontés, j'ai affirmé ici même, dans les conclusions d'une session du parlement, je crois, que « sans hâte, mais sans pause », car la hâte nous a également conduits à commettre de graves erreurs.

Nous ne nous sommes jamais fait l'illusion que le chemin serait court et facile. Nous savions que nous entamions un processus d'une énorme complexité, en raison de sa portée, qui englobait tous les éléments de la société, ce qui exigeait de surmonter l'obstacle colossal d'une mentalité ancrée dans des décennies de paternalisme et d'égalitarisme, laquelle a laissé des séquelles importantes dans le fonctionnement de l'économie nationale.

À cela s'est ajouté le désir d'aller plus vite que la capacité de bien faire les choses, ce qui a laissé la place à l'improvisation et aux ingénuités, en raison d'une intégralité insuffisante, d'une évaluation incomplète des coûts et des bénéfices et d'une vision restreinte des risques associés à la mise en oeuvre de diverses mesures qui, en outre, ont manqué de l'encadrement, du contrôle et du suivi nécessaires, ce qui a entraîné des retards et une passivité dans la correction opportune des dérives constatées.

Je pense que nous avons tiré d'importantes leçons des erreurs commises au cours de la période écoulée, et l'expérience que nous avons acquise nous permettra d'avancer à pas plus sûrs et plus fermes, les pieds et les oreilles fermement collés sur terre et d'éviter ainsi tout recul gênant.

Nous n'avons pas renoncé à poursuivre l'expansion du travail à son compte - j'y ai fait allusion dans diverses interventions au sein de ce parlement - qui constitue une alternative de travail dans le cadre de la législation actuelle et qui, loin d'être un processus de privatisation néolibérale de la propriété sociale, permettra à l'État de se départir de la gestion d'activités non stratégiques pour le développement du pays. L'expérience des coopératives non agricoles sera également poursuivie.

Dans les deux sens, des résultats non négligeables ont été obtenus, mais il est vrai aussi que des erreurs dans leur prise en charge, leur contrôle et leur suivi ont été constatées, ce qui a favorisé l'émergence de nombreuses manifestations d'indiscipline et de fraude fiscale dans un pays où, de plus, on ne payait pratiquement aucun impôt avant l'application de ces mesures, des illégalités et des violations des normes, visant un enrichissement personnel accéléré, un phénomène qui n'a pas été traité opportunément et qui a conduit à la nécessité de modifier plusieurs dispositions en la matière.

Dans le même temps, la prémisse inéluctable qu'aucun citoyen ne serait laissé à l'abandon et que le processus de changement du Modèle économique et social cubain ne pouvait en aucun cas signifier l'application de thérapies de choc contre les plus démunis, lesquels, en général, sont ceux qui soutiennent le plus fermement la Révolution socialiste, contrairement à la pratique dans de

nombreux pays, a conditionné dans une large mesure le rythme des transformations sur des questions majeures, comme c'est le cas de la solution de la dualité monétaire et du taux de change, qui continue de nous causer bien des soucis et fait surgir de nouveaux problèmes.

On pourrait également citer à titre d'exemples les réformes des salaires et des pensions, ainsi que l'élimination des gratuités indues et des subventions généralisées à des produits et des services, plutôt qu'aux personnes n'ayant pas d'autre soutien.

Nous avons également manqué d'une politique adéquate et systématique de communication sociale au sujet des changements introduits, afin de parvenir jusqu'au dernier citoyen de manière opportune avec des informations et des explications claires et compréhensibles, parce que ces questions sont assez difficiles à comprendre sur certains de leurs aspects, sur des thèmes si complexes, si bien qu'il nous faut éviter les malentendus et les lacunes en matière d'information.

À cela s'ajoutent les circonstances difficiles dans lesquelles l'économie nationale a dû évoluer pendant toutes ces années, qui ont été marquées par un durcissement du blocus économique des États-Unis et la traque incessante des transactions financières du pays, limitant notre accès aux sources de crédit pour le développement, ainsi que les investissements étrangers dont nous avons tant besoin.

Je ne dois pas non plus ignorer les dégâts importants causés par les périodes de sécheresse persistantes, comme celle des trois dernières années et les ouragans de plus en plus destructeurs et fréquents qui ont frappé l'ensemble du territoire national.

D'autre part, les résultats obtenus dans la patiente et laborieuse démarche de restructuration de la dette extérieure envers nos principaux créanciers sont indéniables, ce qui décharge les générations présentes et surtout les générations futures d'un formidable fardeau d'obligations qui pesait sur l'avenir de la nation comme une épée de Damoclès, mais qui n'est pas la seule.

L'actuel vice-président du Conseil des ministres et ministre de l'Économie, le camarade Cabrisas, a joué un rôle particulièrement significatif dans cette démarche (*applaudissements*), non seulement dans cette activité, la principale, mais aussi dans d'autres types de travaux similaires liés à l'endettement.

Cependant, nous devons être prudents, parce que nous ne savons que demander et très peu rationaliser, et c'est moi qui autorise l'utilisation des réserves - et je sais très bien de quoi je parle - et des prêts de la réserve, et il fut un temps où à cause de violations, par ignorance, par exemple, les réserves mobilisatrices du pays ont été épuisées. Nous les avons désormais toutes reconstituées. Je veux parler du carburant, qui a été utilisé sans autorisation comme conséquence d'erreurs de concept parce qu'on n'a pas été voir dans les documents originaux quelles étaient les dispositions en vigueur.

Souvent, lorsque quelqu'un demande une réserve d'un produit quelconque, on tente de me donner des arguments très simples : « Il faut tant de tonnes de carburant pour tel jour. » « Motif ? » Et on m'a avancé une raison qui n'était évidemment pas correcte - elle n'était pas réelle, même si elle pouvait avoir une certaine justification - : « Si on ne les donne pas... ». La réponse : « On ne peut pas donner une telle quantité, parce que des besoins quotidiens surgissent partout ». « Alors, les hôpitaux vont en souffrir. » Et là, j'ai donné une réponse plus énergique, en des termes que je ne répéterai pas ici, mais avec un avertissement sévère : « N'essayez pas de m'embobiner avec de telles absurdités. » Le fait que les hôpitaux se retrouvent affectés nous obligerait à prendre...

Pourtant, nous avons prêté la moitié de ce carburant qu'ils doivent restituer dans les délais que nous leur avons fixés.

Je ne citerai que cet exemple, ce sont des réalités dont le Conseil de ministres est particulièrement conscient.

Grâce à un effort persistant et soutenu, nous sommes parvenus à négocier toutes ces dettes, nous avons obtenu certaines réductions dans des délais plus confortables, pour pouvoir remplir l'engagement et surtout conserver le prestige du gouvernement en matière de crédit. Cette grande tâche à peine achevée, étape par étape, parfois imperceptible, nous empruntons à nouveau, avec pour conséquence que de nouveau nous sommes endettés - pas autant qu'avant - et les difficultés que cela nous crée dans la planification. Concernant la planification, nous devons mieux planifier et savoir disposer de ce que nous avons et ensuite voir comment résoudre le reste, mais ne pas inventer en cours de route : car « pain pour aujourd'hui, faim de demain ». Ce n'est pas notre chemin, c'est du réalisme. On a parlé d'épée de Damoclès. Cette révolution a toujours vécu avec une épée de Damoclès suspendue sur nos têtes, pour des raisons différentes.

Je me souviens de la Période spéciale, lorsque Diaz-Canel, je vous l'ai dit, était à son apogée, quand il a assumé la direction du Parti à Santa Clara.

À cette époque, il fallait mettre un masque à oxygène, un tuba que les pêcheurs sous-marins utilisent, parfois on devait le mettre parce que l'eau arrivait au-dessus de la moustache et parfois au-dessus du nez, et parfois on a dû se cacher les yeux et prendre nos tubas, mais résister, et c'est la raison pour laquelle nous pouvons parler ici aujourd'hui (*applaudissements*), et briser le pessimisme qui s'installe habituellement chez ceux qui manquent de volonté face aux problèmes.

Ce n'est pas la première fois. Pendant la Période spéciale, déjà en 1993, 1994, alors qu'elle avait pratiquement commencé en 1990, et c'est alors que ce slogan est apparu, qui a été prononcé, je crois, le 26 juillet, à l'Île de la Jeunesse : « Oui, c'est possible ! ». Mais pour pouvoir le faire, il faut analyser en toute objectivité chaque problème, chaque pas franchi, pour ne pas nous faire d'illusions, pour ne pas nous abuser nous-mêmes.

À présent, avec la situation actuelle de notre voisin, qui s'est souvenu de nouveau de la doctrine Monroe. Vous avez vu ce que Bruno a répondu l'autre jour au vice-président des États-Unis, qui n'a pas supporté et a quitté la salle. J'en parlerai plus tard.

Nous ne pouvons pas nous permettre de retomber dans une spirale d'endettement et, pour éviter une telle situation, nous devons respecter le principe de ne pas contracter d'engagements que nous ne sommes pas en mesure d'honorer à temps dans les délais convenus.

Les tensions actuelles dans nos finances extérieures sont un signal d'alarme à cet égard, un sujet que j'ai développé ; il n'y a pas d'autre alternative que de bien planifier et sur une base sûre, d'économiser et de supprimer toutes les dépenses non essentielles, qui sont encore nombreuses, de veiller à ce que les revenus attendus soient obtenus, de manière à respecter les obligations convenues et, en même temps, garantir les ressources nécessaires pour investir dans le développement des secteurs prioritaires de l'économie nationale.

Nous ne sommes pas dans une situation extrême et dramatique, comme celle à laquelle le peuple cubain a su résister et qu'il a surmontée, sous la direction du Parti et de Fidel, au début des années 1990, une étape connue sous le nom de Période spéciale. Le scénario est très différent maintenant, nous avons une base solide pour que ces circonstances ne se répètent pas. Notre économie s'est quelque peu diversifiée et est en croissance, mais il est du devoir des révolutionnaires de se préparer avec audace et intelligence à la pire de ces variantes, non pas à la plus confortable, avec un optimisme permanent et une confiance totale dans la victoire. Il s'impose, aujourd'hui et toujours, de garder à l'esprit la conduite inébranlable de défendre l'unité, de résister et de résister ! Il n'y a pas d'autre solution.

Comme il en a été informé ces jours derniers, lors de la 5e Réunion plénière du Comité central du Parti, une explication a été donnée sur les études qui ont été réalisées sur la nécessité de réformer la Constitution, en accord avec les transformations qui se sont opérées dans l'ordre politique, économique et social.

Pour mener à bien ce processus, cette assemblée devra approuver, lors de sa prochaine session ordinaire, une commission composée de députés qui seront chargés de préparer et de présenter le projet qui sera discuté par le parlement, puis de le soumettre à la consultation populaire et enfin, conformément aux dispositions de la Constitution, d'approuver le texte final dans le cadre d'un référendum.

L'occasion est propice pour souligner, une fois de plus, que nous n'avons pas l'intention de modifier le caractère irrévocable du socialisme dans notre système politique et social, ni le rôle dirigeant du Parti communiste de Cuba, en tant qu'avant-garde organisée et force dirigeante supérieure de la société et de l'État, comme le prévoit l'article 5 de la Constitution actuelle, et dont nous défendrons le maintien de ce même article dans la prochaine constitution.

En passant aux questions de politique extérieure, je ne peux manquer de faire référence au 8e Sommet des Amériques, qui s'est tenu récemment au Pérou, et qui a été marqué, plusieurs mois auparavant, par l'attitude néocoloniale et hégémonique renouvelée du gouvernement des États-Unis, dont l'engagement en faveur de la doctrine Monroe a été ostensiblement ratifié. L'expression la plus notoire en a été l'exclusion arbitraire et injuste du Venezuela de cet événement.

On savait que le gouvernement des États-Unis avait l'intention d'organiser un spectacle de propagande contre la Révolution cubaine, en se servant des vestiges de la contre-révolution mercenaire.

Cuba s'est rendue à Lima de plein droit, la tête haute. Elle a démontré une volonté d'engager le dialogue et le débat dans n'importe quel contexte, dans des conditions d'égalité et de respect. Dans le même temps, elle a confirmé la détermination des Cubains à défendre leurs principes, leurs valeurs et leur espace légitime.

La délégation cubaine, celles de la Bolivie et d'autres pays ont empêché un front uni contre la révolution bolivarienne et ont réitéré la revendication en faveur d'un nouveau système de relations entre les deux Amériques.

Les discours prononcés par notre ministre des Relations extérieures, le camarade Bruno Rodríguez Parrilla, au nom du gouvernement cubain, avec un langage franc, des idées claires et de la fermeté, ont constitué une réponse retentissante aux insultes et aux mensonges dont le vice-président étasunien a émaillé son discours archaïque et d'ingérence.

Les membres de la société civile de notre pays ont livré une bataille contre l'exclusion néocoloniale prônée par l'OÉA et ont défendu avec brio leur reconnaissance en tant que véritables représentants du peuple cubain. Ils ont élevé leurs voix pour Cuba et pour les peuples de Notre Amérique. La provocation a été déjouée.

Je profite de cette occasion, au nom de ce peuple héroïque, pour réitérer mes félicitations à tous les membres de la représentation cubaine qui ont participé à cet événement.

Nous, les pays de Notre Amérique, ne pourrions pas faire face aux nouveaux défis sans avancer vers l'unité dans la diversité pour exercer nos droits, y compris le droit d'adopter le système politique, économique, social et culturel choisi par leur peuple, comme indiqué dans la Proclamation de l'Amérique et des Caraïbes comme Zone de paix, adoptée dans notre capitale,

comme vous le savez.

Nous soulignons également notre engagement envers l'Alliance bolivarienne pour les peuples de Notre Amérique.



**Le ministre des Affaires étrangères de Cuba, Bruno Rodriguez Parrilla parle au 8e Sommet des Amériques à Lima, au Pérou, en avril 2018.**

Nous sommes la région du monde qui présente la plus grande inégalité dans la répartition de la richesse, l'écart entre riches et pauvres est énorme et ne cesse de se creuser, la pauvreté augmente malgré les efforts de la dernière décennie, lorsque les gouvernements progressistes et populaires ont accumulé des résultats favorables en matière de justice sociale.

Aujourd'hui, on prétend nous diviser et détruire la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes ; on dépoussière l'instrument de la politique nord-américaine qu'a toujours été l'OÉA discréditée, et des groupes de pays sont créés qui, sous prétexte de protéger la démocratie, contribuent à la perpétuation de la domination impériale.

L'agression contre la République bolivarienne du Venezuela est actuellement l'élément central des efforts de l'impérialisme pour renverser les gouvernements populaires sur le continent, effacer les conquêtes sociales et liquider les modèles progressistes et alternatifs au capitalisme néolibéral que l'on tente d'imposer.

Nous réaffirmons notre pleine solidarité avec le Venezuela, son gouvernement légitime et l'union civique et militaire dirigée par le président Nicolas Maduro Moros, qui préserve l'héritage du président Hugo Chavez Frias.

Nous réaffirmons notre soutien aux autres peuples et gouvernements qui font face aux pressions de l'impérialisme visant à anéantir les revendications satisfaites, comme c'est le cas de la Bolivie et du Nicaragua.

Après le coup d'État parlementaire contre la présidente Dilma Rousseff au Brésil, l'emprisonnement arbitraire et injuste du camarade Lula, dont nous exigeons aujourd'hui la liberté, est un fait accompli. Lula est victime d'un emprisonnement politique pour l'empêcher de participer aux prochaines élections présidentielles. Or, selon les sondages effectués par différentes institutions au Brésil, s'il y avait des élections aujourd'hui, personne ne pourrait battre Lula. Voilà pourquoi il est en prison, voilà pourquoi la calomnie de l'accusation portée contre lui, voilà pourquoi ils l'ont jeté en prison.

Nous réaffirmons notre appui au droit à l'autodétermination et à l'indépendance du peuple de Porto Rico.

Les nations des Caraïbes, en particulier Haïti, pourront toujours compter sur la solidarité et la coopération de Cuba, comme elles l'ont fait jusqu'à aujourd'hui.

Le 17 décembre 2014, nous avons annoncé, simultanément avec le président étasunien de l'époque, Barack Obama, le rétablissement des relations diplomatiques avec les États-Unis.

Nous avons commencé à régler, dans le plus strict respect et l'égalité souveraine, les problèmes bilatéraux et même à coopérer dans divers domaines d'intérêt mutuel, et il a été démontré qu'en dépit des profondes différences entre nos gouvernements, la coexistence civilisée était possible et bénéfique.

L'objectif stratégique de détruire la Révolution n'avait pas cessé, mais le climat politique entre les deux pays connut une avancée incontestable qui fut bénéfique pour les deux peuples.

Toutefois, depuis l'arrivée au pouvoir de l'actuel président, les relations entre Cuba et les États-Unis ont accusé un recul délibéré, et les déclarations de ce gouvernement se caractérisent par leur ton menaçant.

Ceci s'est manifesté avec un accent particulier dans le mémorandum présidentiel insultant de juin 2017, élaboré et diffusé en collusion avec les pires éléments de l'extrême droite antircubaine du sud de la Floride, qui tirent un profit lucratif de la tension entre nos pays.

Le blocus économique s'est intensifié, la traque financière a été renforcée et l'occupation d'une partie du territoire de la province de Guantanamo, par une base militaire et un centre international de détention et de torture, se poursuit.

Les programmes de subversion politique reçoivent des millions de dollars du gouvernement étasunien. Le recrutement et le financement de mercenaires et de stations de radio et de télévision illégales persistent.

Sous un prétexte grossier, la plupart des fonctionnaires diplomatiques de notre ambassade à Washington ont été arbitrairement expulsés et le personnel diplomatique étasunien à La Havane, y compris le personnel consulaire, a été réduit, ce qui s'est répercuté sur les engagements migratoires bilatéraux et a causé des préjudices à des milliers de Cubains qui ont besoin de ces services.

Le sentiment majoritaire parmi les citoyens étasuniens et parmi les émigrants cubains est opposé à la poursuite du blocus et favorable à la poursuite de l'amélioration des relations bilatérales.

Paradoxalement, les individus et les groupes qui semblent aujourd'hui avoir la plus grande influence sur le président étasunien sont partisans d'un comportement agressif et hostile à l'encontre de Cuba.

Nous combattons toutes les tentatives de manipuler la question des droits de l'Homme et de calomnier notre pays. Nous n'avons pas à recevoir de leçons de qui que ce soit, et encore moins du gouvernement des États-Unis.

Nous avons lutté pendant près de 150 ans pour l'indépendance nationale et défendu la Révolution au prix de beaucoup de sang et en courant les plus grands risques.

Nous réaffirmons aujourd'hui la conviction que toute stratégie visant à détruire la Révolution par la voie de l'affrontement ou de la séduction se heurtera au rejet le plus ferme du peuple cubain et sera vouée à l'échec.

Nous vivons dans un ordre international injuste et excluant, dans lequel les États-Unis tentent de

préserver à tout prix leur domination absolue face à la tendance du monde à s'orienter vers un système multipolaire.

À cette fin, ils provoquent de nouvelles guerres, y compris des guerres non conventionnelles, accroissent le danger d'une conflagration nucléaire, exacerbent le recours à la force, aux menaces et à l'application indiscriminée de sanctions unilatérales contre ceux qui refusent de se plier à leurs desseins, imposent une course aux armements, la militarisation de l'espace et du cyberspace, et représentent une menace croissante pour la paix et la sécurité internationales.

L'expansion de l'OTAN en direction des frontières avec la Russie crée de sérieux dangers, qui sont aggravés par l'imposition de sanctions arbitraires, que nous rejetons.

Les États-Unis persistent dans leurs menaces et leurs mesures punitives, dans leurs violations des règles du commerce international contre la Chine, mais aussi contre l'Union européenne, avec laquelle nous avons récemment signé un accord de dialogue et de coopération, contre ses alliés. Les conséquences seront néfastes pour tous, en particulier pour les nations du Sud.

L'impérialisme étasunien crée des conflits qui génèrent des vagues de réfugiés, mène des politiques répressives, racistes et discriminatoires à l'encontre des migrants, construit des murs, militarise les frontières, rend les modes de production et de consommation encore plus gaspilleurs et insoutenables et entrave la coopération dans la lutte contre les changements climatiques.

Il se sert de ses sociétés transnationales et de ses plateformes technologiques hégémoniques pour imposer une seule pensée, manipuler le comportement humain, envahir nos cultures, effacer la mémoire historique et l'identité nationale, et contrôler et corrompre les systèmes politiques et électoraux.

Le 13 avril, en violation des principes du Droit international et de la Charte des Nations unies, les États-Unis et certains de leurs alliés de l'OTAN ont lancé une attaque militaire contre la Syrie, sans aucune preuve de l'utilisation d'armes chimiques de la part du gouvernement de ce pays.

Malheureusement, de telles actions unilatérales sont devenues une pratique inacceptable, déjà testée dans plusieurs pays de la région du Moyen-Orient et maintenant à plusieurs reprises en Syrie, et méritent la condamnation de la communauté internationale. Nous exprimons notre solidarité avec le peuple et le gouvernement syriens.

Nous ne devons pas oublier qu'en mars 2003, il y a seulement 15 ans, le président W. Bush lança l'invasion de l'Irak sous prétexte de l'existence d'armes de destruction massive, dont la fausseté fut révélée quelques années plus tard.

Cuba soutient les efforts en faveur de la paix, convaincue que seuls le dialogue, la négociation et la coopération internationale permettront de trouver des solutions aux graves problèmes du monde.

Nous sommes reconnaissants de la solidarité de tous les pays, quasiment sans exception, dans notre lutte contre le blocus économique, commercial et financier.

Les relations bilatérales avec la Fédération de Russie se sont considérablement développées dans tous les domaines, sur la base de l'intérêt mutuel.

Nous ne serons jamais ingrats et nous n'oublierons jamais le soutien que nous avons reçu des peuples de l'ancienne Union soviétique, en particulier du peuple russe, dans les années les plus difficiles après le triomphe de notre processus révolutionnaire.

De même, les liens avec la République populaire de Chine progressent dans les domaines économique, commercial, politique et de la coopération, ce qui représente une contribution importante au développement de notre nation.

Il y a quelques semaines, nous avons reçu la visite du camarade Nguyen Phu Trong, secrétaire général du Parti communiste du Vietnam, qui constitue un autre exemple du développement réussi des liens qui nous unissent, et nous a permis d'identifier de nouvelles potentialités.

Les relations historiques avec les pays d'Afrique, l'Union africaine et l'Asie se poursuivent sur une voie ascendante.

Nous continuerons à défendre les revendications légitimes des pays du Sud, leur droit au développement et la démocratisation des relations internationales. Toutes les causes justes, en particulier celles des peuples palestinien et sahraoui, et les luttes pour la justice sociale pourront compter sur le soutien de notre peuple.

Le panorama international complexe décrit ci-dessus confirme la pleine validité des propos du commandant en chef de la Révolution cubaine dans son rapport central au 1er Congrès du Parti en 1975 : « Tant que l'impérialisme existera, le Parti, l'État et le peuple accorderont la plus grande attention aux services de la défense. La garde révolutionnaire ne sera jamais négligée. L'histoire nous a appris avec trop d'éloquence que ceux qui oublient ce principe ne survivent pas à l'erreur ».

Camarades,

Dans à peine 11 jours, nos écoliers, étudiants, ouvriers, paysans, artistes et intellectuels, membres des glorieuses Forces armées révolutionnaires et du ministère de l'Intérieur, tout le peuple marchera uni dans nos rues et sur nos places pour commémorer la Journée internationale des travailleurs. Une fois de plus, nous démontrerons au monde le soutien majoritaire des Cubains à leur Révolution, au Parti et au socialisme, et bien que je me sois engagé à aller dans une autre province de l'intérieur du pays, compte tenu des caractéristiques de ce moment, j'ai l'intention d'accompagner l'actuel président du Conseil d'État et les ministres au défilé du 1er mai à La Havane (*applaudissements*) ; avant de visiter l'autre province et d'autres encore, parce que je suis censé avoir moins de travail à présent.

Hasta la victoria siempre !

*Exclamations de : « Vive Raul ! »*

*(Ovation).*

*(Photos : Estudio Revolucion, R. Alcolea, Affaires étrangères du Pérou)*



---

**Lisez Le Marxiste-Léniniste**  
**Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Courriel: [redaction@cpcml.ca](mailto:redaction@cpcml.ca)**